



La Reine et ses Premiers ministres

Le poids de l'héritage churchillien

Antoine Capet

DANS **POUVOIRS** 2022/3-5 N° 182 , PAGES 55 À 70
ÉDITIONS **LE SEUIL**

ISSN 0152-0768

DOI 10.3917/pouv.182.0055

Date de mise en ligne : 02/09/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://droit.cairn.info/revue-pouvoirs-2022-3-page-55?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Le Seuil.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LA REINE
ET SES PREMIERS MINISTRES
LE POIDS DE L'HÉRITAGE CHURCHILLIEN

*Il serait vain pour moi de prétendre
que soit [Anthony Eden], soit l'un des successeurs
qui pourraient un jour le suivre dans ses fonctions,
pourra jamais prendre la place de mon premier Premier ministre,
auquel tant mon mari que moi devons tellement et à qui,
pour m'avoir guidée avec sagacité au début de mon règne,
je serai toujours si profondément reconnaissante.*

Lettre d'Élisabeth II à Winston Churchill
après son départ du 10 Downing Street¹.

Lorsqu'elle hérite du trône, le 6 février 1952, la princesse Elizabeth hérite aussi, selon une règle non écrite, du Premier ministre. Elle en connaîtra quinze, dépassant ainsi le record jusque-là détenu par George III (*regnavit* 1760-1820), dans les soixante-dix années à venir – ce qu'elle ne peut évidemment pas savoir.

WINSTON CHURCHILL (1952-1955)

Churchill pour sa part a déjà connu ses cinq prédécesseurs. Il a été ministre de deux d'entre eux (Édouard VII et George V) et Premier ministre de George VI, au 10 Downing Street depuis un peu moins de quatre mois

1. Château de Windsor, 11 avril 1955 – lettre citée par Martin Gilbert, *Winston Churchill: The Official Biography*, t. 8, Londres, Heinemann, 1988, p. 1126. (Les citations de textes en langue étrangère sont traduites par l'auteur.)

lors de la mort du Roi. Le vieux Premier ministre, né en 1874, et la jeune reine, née en 1926, qui a donc presque cinquante ans de moins que lui, sont par ailleurs de très vieilles connaissances. En effet, Churchill vit celle qui n'était alors que la nièce de l'héritier apparent, le prince de Galles, futur Édouard VIII (janvier-décembre 1936) et duc de Windsor, presque au berceau, à Balmoral, et on n'a jamais cessé de s'interroger sur les paroles prophétiques qu'il a tenues ensuite sur elle dans une lettre à sa femme le 25 septembre 1928 : « C'est un vrai personnage. Elle a un air d'autorité et de sagacité étonnant chez un tout-petit². »

56 Churchill la revit tout au long des années 1930, car bien que « simple député » il continuait de fréquenter le « grand monde » que la famille royale se plaisait à souvent honorer de sa présence. Le moment le plus notable où Churchill côtoya de nouveau de très près la princesse, désormais héritière présomptive, fut le moment resté historique où, le 8 mai 1945, il fut invité au balcon du palais de Buckingham entre le couple royal et leurs deux filles qui agitaient élégamment le bras pour répondre aux acclamations de la foule tandis que Churchill, immobile, arborait son sourire réjoui des jours fastes.

La grande rencontre cérémonieuse suivante eut lieu le 20 novembre 1947, lors du mariage en grande pompe de l'héritière du trône avec Philip Mountbatten, fait duc d'Édimbourg par le Roi à cette occasion. Churchill, alors chef de file de l'opposition, et son épouse faisaient bien sûr partie des invités de marque.

Enfin, dernier point d'intersection, fort inattendu, presque incongru pour un Français, entre le vieux Churchill et la jeune princesse : tous deux étaient des passionnés de courses hippiques et possédaient une écurie personnelle. En mai 1951, il se trouve que l'un et l'autre ont un cheval engagé dans le même grand prix prestigieux. Avant le départ, Elizabeth invite Churchill à déjeuner, puis vient la lutte tant attendue : le cheval de Churchill l'emporte d'une courte tête sur celui d'Elizabeth, qui lui envoie ensuite un télégramme de félicitations depuis Balmoral, auquel il répond par une pirouette plaisante, certain de recevoir son approbation : « J'aurais évidemment aimé que nous puissions gagner tous deux, mais cela ôterait toute la palpitante excitation du turf. Croyez-moi le dévoué serviteur de Votre Altesse Royale³. »

2. Winston et Clementine Churchill, *Conversations intimes, 1908-1964* (1998), Paris, Tallandier, 2013, p. 401.

3. Château de Balmoral, 14 mai 1951 – lettre citée par Martin Gilbert, *Winston Churchill, op. cit.*, p. 613.

Il apparaît à l'évidence qu'aucun de ses Premiers ministres n'aura tissé de tels liens avec Elizabeth, et ce avant même son accession à la couronne. Cette accession se fera d'ailleurs dans la douleur, pas seulement pour celle qui a perdu son père, mais aussi pour le Premier ministre qu'est Churchill pour la deuxième fois à partir d'octobre 1951, et qui a entretenu des relations très étroites avec George VI pendant son premier mandat, de 1940 à 1945. Un membre du haut personnel de son cabinet nous a laissé l'image de Churchill apprenant la nouvelle de la mort du Roi, le 6 février 1952 : « Quand je me rendis dans la chambre du Premier ministre, il était assis, tout seul, les larmes aux yeux, en fixant le mur, sans lire ni les journaux ni ses papiers officiels. Je ne m'étais pas rendu compte de tout ce que le Roi représentait pour lui. J'essayai de le reconforter en lui disant qu'il s'entendrait très bien avec la nouvelle reine, mais, tout ce qu'il sut répondre, c'était qu'il ne la connaissait pas et que ce n'était qu'une enfant⁴. »

« L'enfant » a en fait 26 ans et il la connaît très bien, nous l'avons vu, mais évidemment pour Churchill, qui en a 78, l'écart est avant tout dans l'expérience du pouvoir, qu'il possède en plein alors que – juge-t-il – elle a tout à apprendre. Le lendemain, 7 février 1952, Churchill va accueillir la nouvelle souveraine à l'aéroport – elle est revenue en toute hâte d'un voyage officiel au Kenya. L'oraison funèbre pour le roi défunt que prononce Churchill le soir à la BBC enchaîne sur un dithyrambe tout aussi appuyé sur la « nouvelle Élisabeth », en référence à ce qui était à l'époque présenté aux petits écoliers anglais comme l'âge d'or du royaume, le règne de 1558 à 1603 : « Maintenant que nous voyons la deuxième reine Élisabeth monter elle aussi sur le trône dans sa vingt-sixième année, nos pensées remontent presque quatre cents années en arrière, jusqu'à la magnifique figure qui a présidé, en l'incarnant et en l'inspirant en maints domaines, à la grandeur et au génie de l'âge élisabéthain⁵. »

Cette chance de renouveau que constitue l'accession d'une jeune souveraine restera un thème constant du mandat d'un Churchill au contraire sur le déclin, et il la reprendra évidemment en de multiples occasions. Frappé par sa beauté, il en était éperdument – bien que platoniquement – amoureux. Comme il le dira à son médecin : « Tous les cinéastes du monde, s'ils avaient ratissé le globe, n'auraient jamais trouvé quelqu'un qui soit fait à ce point pour le rôle⁶. »

4. John Colville, *The Fringes of Power: Downing Street Diaries, 1939-1955*, t.2, Londres, Hodder & Stoughton, 1985, p.294.

5. « A Broadcast: Death of HM King George VI, 7 February 1952 », in *Stemming the Tide: Speeches 1951 & 1952 by Winston S. Churchill*, Londres, Cassell, 1953, p.240.

6. Propos tenus à lord Moran, le 24 février 1953 – cités par lord Moran, *Churchill: The Struggle for Survival*, Londres, Constable, 1966, p.403.

Nous savons peu de choses sur les conversations que pouvait avoir le vieux Premier ministre et la jeune reine en matière politique. Nous savons par le secrétaire particulier d'Élisabeth II – qu'elle avait conservé de son père – qu'on entendait des éclats de rire à travers la porte capitonnée de la pièce du palais où avait lieu la rituelle « audience » hebdomadaire avec Churchill : on y parlait de toute évidence également d'autres choses que des affaires de l'État, peut-être encore des courses de chevaux⁷.

58 Ce que l'on sait, c'est qu'Élisabeth II a autant fait preuve de souplesse vis-à-vis des revirements incessants de Churchill quant à la date de son départ de Downing Street que les formes protocolaires de leurs relations sont restées rigides – il veille à toujours porter jaquette et haut-de-forme pour « l'audience », par exemple. La date fatidique ayant enfin été fixée – le 5 avril 1955 –, la Reine lui accorde une faveur exceptionnelle : elle accepte avec le prince Philip une invitation à dîner à Downing Street la veille de son départ.

Tout dans ce dîner fait de Churchill un cas à part, dont aucun de ses successeurs ne s'approchera ni de près ni de loin. Le Premier ministre accueille le couple royal dans l'ancien « habit de cour » : il est en culotte de velours noir et arbore sa jarretière sur des bas de soie. Devant les cinquante invités de l'élite politique et aristocratique, il fait après le repas un discours-compliment à la Reine en ne manquant pas de lui rappeler qu'il a connu ses cinq prédécesseurs, lui qui est né sous le règne de Victoria.

Élisabeth II devait être parfaitement consciente du décalage entre son inexpérience des affaires du monde par rapport à l'immensité du savoir de Churchill en la matière. Elle devait aussi être parfaitement consciente que Churchill aimait que l'on lui reconnaisse ce savoir. D'où peut-être ce message de fausse humilité – inspiré sans doute également de ses conseillers au palais – adressé sans tarder au Premier ministre sortant : « Mon cher Sir Winston, je n'ai pas besoin de vous dire à quel point j'ai été affectée par votre démission la semaine dernière, ni à quel point me manquent – et continueront de me manquer – vos conseils et vos encouragements. [...] Pour ma part, je sais qu'en perdant mon conseiller constitutionnel je gagne quelqu'un d'avisé vers qui je ne me tournerai pas en vain pour y trouver aide et soutien à l'avenir⁸. »

L'une des « prérogatives royales » héritées du passé laisse au souverain le choix de « son » Premier ministre. Dans la pratique, il choisit invariablement

7. *King's Counsellor, Abdication and War: The Diaries of Sir Alan Lascelles*, éd. Duff Hart-Davis, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2006, p. 430.

8. Château de Windsor, 11 avril 1955 – lettre citée, p. 1126-1127.

le chef de file du parti qui dispose de la majorité aux Communes. Une première exception avait été faite pour Churchill en mai 1940 : si son parti disposait bien de la majorité absolue, il n'en était pas le chef de file – Chamberlain le restait. Une deuxième avait eu lieu pendant la guerre : Churchill avait fait savoir par écrit à George VI que, si – selon la formule consacrée – « il lui arrivait quelque chose », il souhaitait que le Roi prenne Anthony Eden, alors ministre des Affaires étrangères, comme successeur. Le souverain avait donné son consentement à Churchill, le renouvelant tacitement après octobre 1951, où tant celui-ci qu'Eden reprenaient leurs fonctions du temps de guerre. La tradition veut qu'avant d'utiliser cette prérogative royale le monarque consulte le Premier ministre sortant. Dans le cas de Churchill en avril 1955, c'était bien sûr inutile – mais, toujours à la fois pour respecter le protocole et pour flatter Churchill, Élisabeth II lui demanda quand même son avis avant de nommer Anthony Eden.

59

Mieux encore, à la suite de la démission d'Eden en janvier 1957, alors que Churchill n'est plus Premier ministre depuis presque deux ans, la Reine cède à la pression de l'entourage du Vieux Lion pour qu'elle l'invite à venir au palais afin qu'il lui fasse part de sa préférence entre les deux dauphins conservateurs possibles, Harold Macmillan et Richard Austen Butler. Dans les faits, le « cercle magique » des notables du parti qui désignaient alors leur chef de file – et donc le Premier ministre en puissance – avait déjà opté pour Macmillan et en avait informé la souveraine. Fort heureusement, au grand soulagement de tout le monde, Churchill lui recommanda lui aussi Macmillan. Bien sûr, la foule habituelle de photographes l'attendait devant le palais, pour son plus grand plaisir : c'était là le but de l'opération à laquelle la Reine s'était prêtée de bonne grâce.

Jamais évidemment Élisabeth II ne réinvita publiquement un ancien Premier ministre en dehors du sortant à lui prodiguer ses conseils sur la succession à Downing Street. De même, dans le droit fil de la promesse faite à Churchill en avril 1955, sa femme et lui seront régulièrement invités à dîner au palais – non pas protocolairement, comme le seront parfois ses successeurs et leur épouse après leur mandat, mais presque « en famille ». Ajoutons qu'Élisabeth II resta jusqu'au bout des forces de Churchill en correspondance suivie avec lui, les anniversaires de naissance, de mariage et du règne – et, hélas, les rechutes pulmonaires du vieil homme – fournissant tout particulièrement l'occasion de lettres de félicitations, de vœux de prompt rétablissement et de remerciements parfois manuscrites, mais toujours au moins signées de leur main. Le plus remarquable de ces échanges de lettres fut sans conteste leur dernier, Churchill lui ayant écrit en 1962 pour marquer les dix ans

de règne de la souveraine – il résume à la perfection le ton et le caractère de leurs relations :

« Madame, alors que se conclut la première décennie de votre règne, j'aimerais adresser à Votre Majesté mes espoirs et mes souhaits les plus fervents pour que les années à venir soient nombreuses et heureuses pour elle. C'est avec fierté que je me rappelle avoir été votre Premier ministre au commencement de ces dix ans passés à servir notre pays avec un constant dévouement⁹. »

« Mon cher Sir Winston, j'ai été beaucoup touchée de recevoir votre lettre de vœux à l'occasion du dixième anniversaire de mon accession. Je mesurerai toujours la bonne fortune de vous avoir eu comme Premier ministre au début de mon règne, et d'avoir pu recevoir les conseils avisés que, je le sais, mon père estimait tant lui aussi¹⁰. »

60

À cette date, les idées de Churchill étaient déjà dans un brouillard qui allait rapidement s'épaissir, et quand l'inévitable se produisit, en janvier 1965, la Reine ne fut pas prise au dépourvu. Tous les détails des obsèques avaient déjà été réglés en concertation avec la famille, le gouvernement et la souveraine depuis des années. Élisabeth II créera plusieurs précédents inconnus au xx^e siècle – tous restés sans suite pour ses successeurs – à cette occasion : elle proclame des funérailles nationales, elle assiste en personne aux obsèques d'un roturier, entourée de la famille royale au grand complet – à l'exception du duc de Windsor, pourtant grand ami du Vieux Lion, car on ne voulait pas de son épouse. Fait exceptionnel, elle laisse à la femme de Churchill, à qui elle avait attribué un carrosse de la remise royale, l'honneur insigne d'arriver avant elle à la cathédrale.

Plus tard, Élisabeth II aura deux occasions marquantes – et uniques elles aussi au regard de ses autres Premiers ministres décédés – de rendre hommage à Churchill, la première en dévoilant le 1^{er} novembre 1973 la statue de lui qui fait face au Parlement à Westminster, la seconde le 11 novembre 1998, en dévoilant conjointement avec le président Chirac sa statue qui jouxte le Petit Palais à Paris.

Il se dit fréquemment que, de tous les Premiers ministres qu'elle a connus, Churchill reste son préféré – il faut bien avouer qu'aucun n'est allé aussi loin dans la flatterie de la famille royale.

9. S.l., 5 février 1962 – lettre citée par Martin Gilbert & Larry P. Arnn (dir.), *The Churchill Documents*, t. 23, Hillsdale (Mich.), Hillsdale College Press, 2019, p. 2322-2323.

10. Palais de Buckingham, 6 février 1962 – lettre citée par Martin Gilbert, *Winston Churchill*, op. cit., p. 1333.

ANTHONY EDEN (1955-1957)

Avec Anthony Eden, plus de conversations sur les écuries de courses au palais de Buckingham. En assumant sa difficile succession, Eden avait cependant comme Churchill un autre grand point commun avec la Reine : c'était un ardent défenseur de l'Empire britannique et du « vieux » Commonwealth face aux indépendantistes du tiers-monde, comme on commençait à l'appeler. On sait par diverses sources qu'Élisabeth II y était et y reste (comme le prince Charles) très attachée. Mais si elle a toujours su garder son sourire impassible devant les pires tyrans qui ont souvent succédé à la férule britannique, Anthony Eden, traumatisé par Hitler et Munich, s'est laissé entraîner dans la désastreuse affaire de Suez, qui a précipité sa démission, déguisée sous des prétextes médicaux, en janvier 1957.

61

HAROLD MACMILLAN (1957-1963)

C'est, nous l'avons vu, Harold Macmillan qui prendra la suite. Là encore, la Reine fait preuve d'une extrême souplesse, car c'est ce Premier ministre, qu'elle connaît de loin car il est en politique depuis les années 1930, qui va précisément proclamer en Afrique en 1960 : « Le vent du changement souffle à travers tout le continent. Que cela nous plaise ou non, cet essor de la conscience nationale est un fait politique. » Nul ne sait quelle a été la réaction de la Reine devant Macmillan lors de l'« audience » suivante – mais il est intéressant de noter que les critiques les plus virulentes ont émané du Parti conservateur. On prête souvent à la famille royale – et donc à la Reine – des idées qui lui font soutenir tacitement les conservateurs, mais dans ce cas précis rien ne permet de dire qu'Élisabeth II s'est jointe dans le secret des « audiences » hebdomadaires – héritées de son père et de Churchill – au concert de reproches adressés à Macmillan, « tombé » par ailleurs en 1963 sur une tout autre question, une affaire de mœurs touchant l'un de ses ministres.

ALEC DOUGLAS-HOME (1963-1964)

Comme George VI, et contrairement à Churchill, Eden et Macmillan, Douglas-Home avait, d'une part, été un chaud « Munichois » – c'était le dernier représentant de l'époque Chamberlain, et le seul Premier ministre de l'après-guerre à avoir défendu l'apaisement et lord Halifax jusqu'au bout. Ce passé embarrassant au début des années 1960 était d'autant plus

encombrant politiquement pour Élisabeth II que Douglas-Home était un ami d'enfance de la reine mère, et que cela se savait. Cela ne l'a d'ailleurs pas empêché d'être avec Churchill le seul des Premiers ministres à avoir assisté, alors en qualité de « porteur de l'épée de justice spirituelle », au couronnement de 1953.

D'autre part, il était issu de l'aristocratie et il ne put occuper son poste que parce que les nouvelles lois l'autorisaient à renoncer à son titre de comte. On s'interroge encore pour savoir pourquoi Macmillan l'a « recommandé » plutôt que Butler à la Reine, avec un argument qui semblait déjà bien usé en 1963 : en tant que membre des classes dirigeantes héréditaires, il serait au-dessus de la mêlée des politiciens aux ambitions purement personnelles. En tout cas, sensible ou non à cet argument flatteur pour tous les monarques, Élisabeth II suivit Macmillan et nomma Douglas-Home, qui s'intéressait lui aussi aux chevaux...

HAROLD WILSON (1964-1970)

Après treize années de gouvernements conservateurs, les législatives de 1964 donnèrent un léger avantage au Parti travailliste emmené par Harold Wilson, reconduit à Downing Street avec une large majorité en 1966. Comme tous les travaillistes avant et après lui, ce premier chef de gouvernement « socialiste » du règne d'Élisabeth II s'efforça avec succès de démontrer que la monarchie n'avait rien à craindre d'eux.

Ces « années Wilson », comme on les nomme parfois, coïncidèrent avec une profonde évolution des modes et des esprits, ainsi qu'avec une considérable libéralisation des mœurs. Dire que le « twist » remplaça la valse dans les bals du palais de Buckingham serait exagéré – mais on sait qu'il y trouva sa place, à côté de la « musique pop », pour les soirées des jeunes de la famille royale (Charles avait 22 ans et Anne 20 en 1970). Pour la Reine comme pour le reste du pays, ces « années Wilson » marquèrent un tournant culturel dont on n'a jamais depuis vu l'équivalent. Sur le plan économique, elles furent désastreuses et marquèrent la fin de la présence militaire britannique « à l'est de Suez », affaiblissement du rayonnement international de son royaume qu'Élisabeth II ne put que stoïquement subir aux termes de la Constitution non écrite du pays.

EDWARD HEATH (1970-1974)

Le conservateur Edward Heath fut élu en 1970, s'étant fait fort de mater les syndicats que Wilson cherchait au contraire à amadouer, sur

un programme de redressement de l'économie qu'il ne réussit jamais à mettre en œuvre. L'histoire a retenu de son mandat deux particularités : unique Premier ministre « européen » convaincu, il réussit à faire entrer le Royaume-Uni dans ce que l'on appelait alors couramment le « Marché commun » et il est resté le seul Premier ministre à ce jour depuis Herbert Henry Asquith (1908-1916) à avoir des intérêts véritablement intellectuels. Or on sait d'une part que la famille royale n'a jamais cultivé les choses de l'esprit – Élisabeth II n'échappe pas à la règle – et on répète d'autre part que la reine d'Angleterre ne pouvait voir d'un bon œil la dissolution exigée par les Européens du « Marché commun » des maigres privilèges dont jouissaient encore les pays du Commonwealth, héritage de l'ancienne « préférence impériale ». Par ailleurs, Heath était son premier chef de gouvernement conservateur à ne pas être passé par Eton ou Harrow ni à être issu de l'une des grandes familles du pays, et il ne s'intéressait qu'aux courses à la voile et à la direction d'orchestre pour se détendre, ignorant tout des chevaux de race.

63

HAROLD WILSON (1974-1976)

L'année 1974 est restée unique dans les annales politiques du long règne d'Élisabeth II en ce qu'elle connut deux séries d'élections législatives, en février et en octobre, qui, tout en empêchant Heath de rester au pouvoir, conduisirent au retour de Wilson avec des majorités très précaires. Là encore, on peut penser que la Reine eut des motifs de mécontentement vis-à-vis de son Premier ministre, car par une astucieuse manœuvre politique celui-ci réussit à faire avaliser par la population, contre la gauche de son parti, le maintien du Royaume-Uni dans la Communauté européenne par le premier référendum jamais organisé dans le pays, en 1975. En mars 1976, âgé de 60 ans, il présenta sa démission à la Reine : cas unique au xx^e siècle de départ vraiment volontaire, qu'il justifia par la nécessité de laisser la place à plus jeune que lui – le parfait anti-Churchill, en quelque sorte.

JAMES CALLAGHAN (1976-1979)

L'ironie du sort voulut que son remplaçant, James Callaghan – toujours travailliste –, soit plus vieux que lui de quatre ans. Par le jeu complexe des courants au sein du *Labour*, c'est en effet lui qui est élu son chef de file – et en le nommant Premier ministre la Reine n'a que des raisons de se féliciter, car ses concurrents de la gauche, voire de l'extrême

gauche, du parti avaient de moins bonnes dispositions que lui quant à la « liste civile », le financement de la monarchie par le Trésor public. La crise économique et les conflits avec les syndicats allant sans cesse croissant, l'inévitable défaite du précaire gouvernement Callaghan a lieu en mai 1979.

MARGARET THATCHER (1979-1990)

64 Les nouvelles législatives ont porté à Downing Street quelqu'un qui innove doublement pour Élisabeth II : d'abord, c'est une femme ; ensuite, c'est la dernière fois que la Reine est sa cadette. De peu, car Margaret Thatcher est née en 1925 – mais le fait est là, tous ses successeurs étant nés après Élisabeth II. Les chroniques de ragots de la presse populaire ont tôt fait, en grande partie à cause de leur misogynie viscérale, de colporter toutes sortes de bruits sur la mésentente des deux fortes femmes, souvent attribuée au caractère foncièrement autoritaire de Margaret Thatcher et à sa volonté constante de s'imposer devant ses contemporains, y compris – dit-on – la Reine. On s'est vite amusé de remarquer que la Première ministre se plaisait un peu trop à user du « nous » royal devant les micros. Dans les quelque six pages qu'il consacre à ses relations avec Élisabeth II, l'auteur de la plus connue de ses biographies fait le lit de ces nombreux racontars, tout en soulignant les « différences de style et de perception » bien visibles chez les deux femmes¹¹.

Car tout cela est bien sûr invérifiable, de même qu'il est impossible d'avancer – on ne peut que le supposer vraisemblable – que la Reine s'est réjouie de l'attitude enfin inflexible, depuis le fiasco de Suez, de sa Première ministre sur les coups d'arrêt à donner au démembrement des restes de l'Empire (reconquête des Malouines, en 1982) et au relâchement des liens avec le Commonwealth en faveur de l'« Europe » (discours de Bruges, en 1988). On peut aussi s'interroger sur ce que pensait la souveraine dans son for intérieur quand Margaret Thatcher se plaisait à invoquer Churchill, voire à inviter tacitement à la comparaison. Restée un peu plus de onze ans au pouvoir, Margaret Thatcher détient le record de longévité, non seulement des Premiers ministres que la Reine a connus, mais depuis le XIX^e siècle.

11. Hugo Young, *One of Us: A Biography of Margaret Thatcher* (1989), Londres, Pan Books, 1990, p. 491.

JOHN MAJOR (1990-1997)

Le dauphin qu'elle avait désigné lors de sa chute, à la fin de 1990, et qui fut dûment élu par le Parti conservateur, John Major, faisait faire un bond soudain aux différences d'âge entre Élisabeth II et ses Premiers ministres, puisqu'il avait dix-sept ans de moins qu'elle. Fait également nouveau, il ne pouvait avoir aucun souvenir de la guerre. Considéré à l'époque comme un personnage falot – en contraste total avec celle qui l'avait précédé et choisi –, on peut penser que la déférence absolue envers la souveraine – son seul point commun avec Churchill – reprit ses droits lors des « audiences » hebdomadaires.

TONY BLAIR (1997-2007)

Quand Major perdit les législatives en 1997, la Reine eut de nouveau affaire à un bouillant Premier ministre, cette fois travailliste. Tony Blair était de loin le plus jeune qu'elle avait connu (44 ans à quatre jours près – elle en avait 71), et il reste sûrement celui qui a le plus bousculé la « communication » du palais de Buckingham. On ne saura jamais si, comme le prétend un film à succès, c'est lui qui a contraint Élisabeth II – et, à sa suite, la proche famille royale, fort réticente – à faire machine arrière quant à son attitude de distance vis-à-vis de l'hystérie collective qui s'est emparée du pays à l'annonce de la mort de Diana, trois mois après son entrée à Downing Street. Une chose est sûre : quand il l'a aussitôt proclamée « princesse du peuple », il a mis *de facto* la Reine en porte-à-faux. L'ex-femme de l'héritier du trône, mère de ses enfants, n'avait pas su se plier aux contraintes du statut royal, péché impardonnable depuis qu'Édouard VIII avait lâchement et égoïstement légué son fardeau à son fragile cadet – ce qui avait ruiné la santé de George VI dans la mythologie de sa femme et de ses filles, donc d'Élisabeth II. Que la Reine ait peu après la déclaration de Tony Blair fait en silence une « déambulation », comme on dit de nos jours, au milieu des témoignages naïfs – fleurs, cartes, portraits, statuettes, etc. – de l'émotion populaire et qu'elle ait pris la parole à la BBC un mois plus tard pour rendre hommage à son ancienne bru, contrairement probablement à ses intentions initiales, n'est peut-être pas attribuable aux « conseils avisés » de son Premier ministre, mais tout simplement au fait qu'elle ne pouvait en faire moins que lui. Dans tous les cas, selon ce que l'on sait de la haute idée qu'Élisabeth II se fait de ses fonctions, elle n'a pu qu'être contrariée d'avoir à suivre son Premier ministre sur une « affaire de famille » jugée au début purement interne au Palais.

En novembre 1997, Tony Blair avait organisé en qualité de Premier ministre un banquet officiel pour fêter les noces d'or de la Reine et de Philip, accompagné bien sûr de discours. Il est intéressant de constater dans la réponse que fit Élisabeth II à celui de Tony Blair que les thèmes n'avaient guère changé depuis 1955 : « Comme vous le dites, Monsieur le Premier ministre, depuis que je suis montée sur le trône en 1952, dix Premiers ministres se sont mis au service du peuple britannique et sont venus me voir toutes les semaines au palais de Buckingham. Le premier, Winston Churchill, avait participé à la charge de cavalerie d'Omdurman [1898]. Vous, Monsieur le Premier ministre, vous êtes né l'année de mon couronnement [1953]. Vous avez tous cependant un point commun. Vos conseils ont toujours été inestimables pour moi, de même que ceux de vos homologues, passés et présents, des autres pays dont je suis la reine. Je les ai toujours soigneusement écoutés. Je puis dire, en toute sincérité, que je n'aurais pas pu accomplir ma tâche sans eux¹². »

GORDON BROWN (2007-2010)

La déférence et le souci de ne rien laisser filtrer de ce qui se dit lors des « audiences » sont parfaitement illustrés par l'attitude de Gordon Brown onze ans après avoir quitté Downing Street. Pour « révéler » à un journal populaire que les yeux de la souveraine se mettaient à briller quand il lui demandait des nouvelles du prince Philip – qu'il avait côtoyé dans ses fonctions honorifiques à l'université d'Édimbourg dans les années 1970 –, il prend les plus extrêmes précautions : « Je crois que la Reine m'autoriserait à dire cela¹³. » La nouveauté de ce Premier ministre pour Élisabeth II, c'était qu'il était depuis 1982 docteur en histoire : un élément de plus dans le fossé intellectuel qui la sépare parfois de « ses » chefs de gouvernement, restreignant évidemment les sujets de conversation en dehors des questions purement politiques.

DAVID CAMERON (2010-2016)

Avec David Cameron, qui lui succède à l'issue des législatives de 2010, retour à la tradition des Premiers ministres conservateurs issus d'Eton. Cameron était par ailleurs allé dans la même école primaire privée que

12. « A Speech by The Queen on Her Golden Wedding Anniversary », Royal.uk, 20 novembre 1997.

13. *Daily Express*, 12 avril 2021.

les princes Andrew et Edward. Et s'il n'était pas issu de l'aristocratie comme Douglas-Home, sa famille appartenait à la très haute bourgeoisie, seul cas depuis 1964. Toutes les conditions étaient donc réunies pour que la Reine se retrouve enfin en terrain social familier avec son fringant Premier ministre, qui fut pourtant le premier et l'unique interlocuteur à trahir le secret des « audiences ». Fait exceptionnel, la demande d'intervention qu'il a faite auprès d'Élisabeth II en septembre 2014, au moment de la campagne écossaise pour le référendum sur l'indépendance, a « fuité » – de la bouche de Cameron lui-même, dans un entretien à la BBC en 2019. Il est exact que la Reine, en résidence à Balmoral, s'est alors autorisée à dire en sortant d'une église proche : « Eh bien, j'espère que les gens penseront très soigneusement à l'avenir » (sous-entendu, avant de voter). Naturellement, la Première ministre indépendantiste d'Écosse, Nicola Sturgeon, a sauté sur l'occasion pour rappeler publiquement à la souveraine qu'elle devait rester neutre en toutes circonstances. Tout cela est public, mais ce qui ne l'est pas, c'est qu'Élisabeth II aurait alors fait connaître son « mécontentement » dans le style bien particulier des communiqués de la monarchie britannique (« Une source au sein de la maison royale a déclaré à la BBC que les révélations de Cameron ont suscité un certain mécontentement au palais de Buckingham »), la source non nommée (vraisemblablement authentique, bien que non identifiable) ajoutant que « cela ne sert les intérêts de personne » (de rendre publiques les conversations d'un Premier ministre avec la Reine), mais « entrave le développement de leurs relations » (sous-entendu, de confiance). Cameron chercha ensuite à se disculper en indiquant aux journalistes qu'il s'était contenté de demander à la souveraine de « sourciller » (*raise an eyebrow*) tout en reconnaissant qu'il en avait peut-être « trop dit » simplement en évoquant sa requête suivie d'effet de 2014¹⁴.

Ne perdant jamais aucune occasion d'enfoncer son rival depuis Eton, et feignant la vertu choquée, Boris Johnson, à qui les journalistes demandaient sa réaction, se drapa dans la dignité qu'il ne doit plus avoir aux yeux de la Reine : « Non seulement je ne fais pas de commentaires sur les conversations que j'ai pu avoir avec Sa Majesté, mais je ne fais pas de commentaires sur les conversations qu'elle a pu avoir avec qui que ce soit d'autre¹⁵. » L'affaire en resta là, mais elle a marqué un tournant indéniable dans les annales du règne. Cet incident est intéressant en ce qu'il éclaire la règle non écrite qui fait que les lucratifs et parfois épais

14. *Guardian*, 19 septembre 2019.

15. *Times*, 19 septembre 2019.

mémoires qu'ont publiés jusqu'ici tous les anciens Premiers ministres d'Eden à Cameron ne contiennent que les pires banalités hagiographiques dans les paragraphes qui abordent la souveraine, se révélant toujours sans le moindre intérêt pour les historiens.

Theresa May (2016-2019)

68 C'est à la suite d'un autre référendum, celui sur le « Brexit », que Cameron décida spontanément de quitter ses fonctions en juin 2016, pour être remplacé le mois suivant par la candidate désignée par un vote interne au parti et avalisée par Élisabeth II, Theresa May, deuxième femme chef de gouvernement du règne. Comme on pouvait s'y attendre, la presse populaire a aussitôt multiplié les comparaisons avec la première. Si les « chroniques royales » de ces journaux s'étaient plu à répandre la rumeur de mésentente persistante entre la Reine et Margaret Thatcher, elles mirent toutes l'accent au contraire sur l'empathie entre la souveraine et sa nouvelle Première ministre sans qu'on puisse savoir là non plus à coup sûr pourquoi : on peut penser qu'Élisabeth II, fine connaisseuse du marigot politique, suivait avec commisération tous les complots ourdis contre Theresa May par ses « amis » du Parti conservateur. À titre d'exemple, l'un des plus lus de ces journaux titrait le lendemain de son départ officiel, en juillet 2019 : « Le regret de la Reine : comment Theresa May trouva une amie en la Reine au moment de dire adieu à Downing Street », mais rien dans l'article ne venait étayer cette assertion, si ce n'est le « témoignage » d'un majordome de 93 ans répétant le vieux cliché selon lequel « la Reine sait tellement bien y faire dans ses relations avec les gens »¹⁶.

Boris Johnson (2019-2022)

Boris Johnson est aussi obséquieux devant la souveraine qu'il est méprisant vis-à-vis du petit peuple. De même que, lors des épisodes antérieurs qui lui ont permis de réaliser son ambition connue de longue date, cet ancien élève d'Eton issu comme Cameron d'un milieu très aisé sait à merveille déguiser une volonté de fer en dépit de tous les obstacles, même s'il lui faut pour cela prendre des libertés avec l'honnêteté et la vérité, derrière sa façade joviale.

16. « Queen's Regret: How Theresa May Found a Friend in The Queen as She Said Goodbye to No 10 », *Daily Express*, 25 juillet 2019.

On retient de prime abord deux faits inusités de son mandat. En premier lieu, l'abandon, dû aux mesures sanitaires prises contre la Covid-19, de l'« audience » hebdomadaire en tête à tête, remplacée par les communications téléphoniques de mars 2020 à juin 2021, puis de nouveau à l'hiver 2021-2022 à cause des problèmes de santé de la fragile vieille dame. Naturellement, les équipes de « communication » ont aussitôt publié des photographies de la Reine et de son Premier ministre tout sourire, chacun le combiné à l'oreille.

Mais surtout l'histoire retiendra, en second lieu, un événement beaucoup moins anecdotique – gravissime au contraire du point de vue de l'équilibre constitutionnel du pays –, la question de la suspension des séances du Parlement à l'automne 2019, que Boris Johnson voulait absolument obtenir pour avoir les mains libres, mais qui nécessitait l'assentiment royal, qu'Élisabeth II lui accorda. Il aurait convaincu la Reine en faisant valoir qu'il avait besoin de cette période de pause parlementaire pour préparer le traditionnel discours du trône. En dehors de ses soutiens habituels, personne n'y a cru : ses nombreux adversaires de tout bord ont crié au scandale et lancé des recours devant les plus hauts tribunaux des différentes composantes du Royaume-Uni, en avançant qu'il voulait simplement museler toute opposition aux Communes sur sa politique de retrait de l'Union européenne. L'accusation la plus grave était qu'il avait – *horribile dictu* – menti à la Reine. La plupart des journaux repriront le tweet retentissant de la députée travailliste et féministe bien connue Jess Phillips, qu'elle diffusa le 11 septembre 2019, faisant allusion à la vie privée agitée du Premier ministre, de notoriété publique : « Boris Johnson a menti à toutes les autres femmes de son existence – pourquoi ferait-il une exception pour la Reine ? Cela semble peu vraisemblable. »

L'imbroglie, où se mêlaient des controverses de la plus haute importance entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire (y compris en Écosse), finit par se résoudre au bénéfice de Boris Johnson – mais si Élisabeth II n'en a jamais rien dit, il ne faut pas être grand clerc pour imaginer qu'elle a dès lors perdu toute confiance en son Premier ministre : qu'il lui ait menti ou non était en réalité secondaire par rapport au fait impardonnable de l'avoir entraînée dans des querelles de nature politique, desquelles la souveraine s'était toujours efforcée de rester éloignée.

*

À l'orée de ce panorama des relations d'Élisabeth II avec les Premiers ministres pendant les soixante-dix premières années de son règne, on

constate qu'en fait les transgressions des conventions déjà en place en 1952 et à la fois fortement réaffirmées et scrupuleusement perpétuées par Churchill ont été rarissimes. Hormis l'épisode (qui fait aujourd'hui sourire) de Margaret Thatcher, avec ses velléités d'occuper le devant de la scène au sein de l'État au point qu'elles prêtaient souvent au soupçon de lèse-majesté dans la presse, on ne relève que la bénigne « fuite » *a posteriori* de David Cameron et la manipulation probable de Boris Johnson pour suspendre le Parlement, cette fois d'une dimension véritablement répréhensible au regard de la tradition. On tirera la conclusion que l'on veut du constat qu'ils s'étaient tous deux fait négativement remarquer à Oxford pour leurs frasques de gamins trop gâtés.

70

Au bout du compte, les Français ne manqueront pas de voir l'énorme différence avec les relations entre leurs présidents et leurs Premiers ministres sous la V^e République. Les « fuites » systématiques sur des points capitaux, les basses manœuvres, les chausse-trapes, les démolitions en sous-main : tout cela est à l'évidence absent outre-Manche entre la Reine et ses Premiers ministres.

Ce texte est le dernier de la main d'Antoine Capet, dont le décès est intervenu juste avant le bouclage du présent numéro. Nous pensons à son épouse, Mme Chantal Capet, et à sa famille.

R É S U M É

Combien de ses quatorze premiers Premiers ministres ont-ils connu Élisabeth II enfant ? Combien sont-ils allés sur un hippodrome avec elle voir leurs chevaux se disputer la victoire ? Combien ont-ils eu l'honneur d'un grand dîner d'adieu en présence du couple royal à Downing Street la veille de leur départ ? Combien ont-ils eu des funérailles nationales sur décision de la Reine – qui de surcroît assistait à la cérémonie religieuse ? Se poser ces questions en ne trouvant qu'un seul comme réponse, c'est mesurer l'immense place que Churchill a occupée auprès d'Élisabeth II parmi les quatorze, au point d'établir avec elle des conventions non écrites que ses successeurs se sont en grande partie efforcés de perpétuer, les enfreignant fort rarement, et toujours à leurs dépens.